AIR CANADA

DEMANDE DE CRÉATION D'UN SERVICE D'AÉROBUS TORONTO-OTTAWA-MONTRÉAL—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports de qui relève Air Canada. Étant donné la panique qui règne pendant les fins de semaine et le nombre restreint de places qu'il est possible de réserver sur les vols d'Air Canada à destination de Toronto, Ottawa et Montréal, et étant donné que la capitale nationale devrait avoir le meilleur service aérien possible, le ministre envisage-t-il de demander à Air Canada de créer un service d'aérobus semblable à celui qui fonctionne avec succès entre Calgary et Edmonton.

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, cette question est inscrite à l'ordre du jour de la Commission des transports. Nous en discutons à l'heure actuelle. J'espère que nous trouverons une solution, car je voyage également entre l'aéroport et Ottawa.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEMANDE D'EXPOSÉ DE LA POSITION DU CANADA QUANT AU DROIT DE PROPRIÉTÉ DES RESSOURCES MARINES

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné qu'il est indispensable que le Canada adopte une position définitive en ce qui concerne les ressources marines de notre pays à la conférence internationale sur le droit de la mer, et étant donné que le ministre a promis, comme on peut le lire dans le hansard du 28 juin, que le gouvernement ferait une déclaration sur la prise de position du Canada à l'occasion de la conférence sur le droit de la mer, peut-il nous dire à quelle date il envisage de faire cette déclaration?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous venons de terminer les consultations avec les provinces. Les responsables de mon ministère m'informent que selon toute vraisemblance, une déclaration sera soumise à mon approbation vers la fin du mois.

LES PÊCHES

LES RÉSERVES DE SAUMON—LES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Environnement. Je remarque qu'il n'est pas ici. Il pourra peut-être répondre lorsqu'il sera de retour. Ma question concerne les rencontres secrètes canado-américaines qui ont été tenues entre les 26 septembre et 4 octobre et au cours desquelles la discussion a porté sur les réserves de saumon des côtes ouest des deux pays. A l'instar de ce qu'il a fait dans le cas de la conférence de l'OICNM à Londres, le ministre ferat-il une déclaration à l'appel des motions afin de faire connaître à la population de notre pays la position officielle du Canada lors de ces réunions concernant les réserves de saumon et les directives que le gouvernement a données pour ces négociations?

Questions orales

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je ferai part à l'honorable ministre des observations de l'honorable député de Skeena.

[Traduction]

LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

LA PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que dans le discours du trône du 4 janvier, il était promis que le gouvernement présenterait une mesure législative qui réglerait les conflits d'intérêts entre les députés, les ministres de la Couronne et les fonctionnaires, que se propose-t-on pour présenter cette mesure à la Chambre?

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je pourrais sans doute répondre à cette question. Dès que le comité permanent des privilèges et des élections aura terminé son étude du bill des dépenses électorales, le gouvernement se promet de lui envoyer le Livre vert sur les conflits d'intérêts, accompagné du projet du bill sur l'indépendance du Parlement. Cela donnera aux députés de la Chambre et aux sénateurs la possibilité d'examiner les propositions qui ont été faites et, s'ils les considèrent acceptables, de les intégrer à la loi.

• (1510)

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence accordera la parole au député et au député de Rocky Mountain pour une première question supplémentaire, mais nous devrons aussitôt après passer à l'ordre du jour. Je me rends compte qu'un certain nombre de députés n'ont pas pu avoir la parole soit le député de Victoria, le député de Saint-Jean-Ouest, le député de York-Est et d'autres. J'espère qu'ils auront l'occasion de parler demain.

Le député de Grenville-Carleton.

M. Baker: Je retire ma question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je cède mes droits.

L'INDUSTRIE

LA PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI RELATIF À LA CONCURRENCE

M. Joe Clark (Rocky Mountain): Monsieur l'Orateur, ma question concerne également les promesses faites dans le discours du trône. Étant donné la promesse faite dans le discours du trône...

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole a été accordée au député pour qu'il pose une question supplémentaire à la suite de celle qui a été posée il y a quelques instants. Peut-être peut-on l'autoriser maintenant à poser une question connexe après quoi je passerai à l'ordre du jour.